

**DIRECTION DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT, Paris, le 20 décembre 2005  
DES SERVICES ET DES PROFESSIONS LIBÉRALES**

3-5, RUE BARBET DE JOUY  
75353 PARIS 07 SP

**LE DIRECTEUR**

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Circulaire relative aux liquidations organisées de manière collective pour suspension saisonnière d'activité dans le cadre de l'article L. 310-1 du Code de commerce.

L'article L. 310-3 du Code de commerce prévoit, par année civile, deux périodes de soldes d'une durée maximale de six semaines chacune.

Ces dispositions interdisent de distinguer, au sein d'un même département, des périodes de soldes spécifiques. Elles ont pour objectif de mieux réguler la pratique des soldes.

Toutefois, les opérations de soldes ne permettent pas de répondre aux besoins des commerçants exerçant dans les stations de sports d'hiver situées en zone touristique de montagne, compte tenu des conditions climatiques et touristiques liées à leur activité.

Aussi, il est nécessaire de leur faciliter le recours à une opération de liquidation saisonnière spécifique, pour que ces commerçants puissent procéder à un écoulement accéléré de marchandises en fin de saison.

## **1 – DEFINITION DE LA LIQUIDATION SAISONNIERE**

La liquidation saisonnière permet l'écoulement accéléré de la totalité ou d'une partie des marchandises d'un établissement commercial accompagné ou précédé de publicité dès lors qu'il est justifié par une décision de suspension saisonnière d'activité conformément aux dispositions de l'article L. 310-1 du code de commerce.

Le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 modifié par le décret n° 2005-39 du 18 janvier 2005 et l'arrêté du 26 janvier 2005 complètent le dispositif juridique applicable aux ventes en liquidation notamment pour suspension saisonnière d'activité.

Aux termes de l'article 4 du décret précité la vente en liquidation pour suspension saisonnière est limitée à quinze jours et nécessite une suspension effective d'activité.

## **2 – OPERATION DE LIQUIDATION SAISONNIERE COLLECTIVE**

Dans un but de simplification, les commerçants exerçant leur activité dans les communes touristiques de montagne érigées en stations classées conformément à l'article L. 133-11 du code du tourisme pourront, avant la suspension d'activité de la station de sports d'hiver, organiser de manière collective leur vente en liquidation pour suspension saisonnière d'activité.

Les professionnels qui souhaitent bénéficier de la procédure de liquidation saisonnière collective devront au préalable en fixer les dates communes et recenser les établissements intéressés de la station classée. Un organisme professionnel représentatif, ou une association de commerçants ou, à défaut, l'un d'entre eux, peut se charger de la déclaration de liquidation saisonnière collective.

La date de début de l'opération devra être comprise entre le 15 mars et le 30 avril.

La déclaration est transmise, deux mois au moins avant la date prévue de l'opération, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise, au préfet du département.

A cette déclaration est annexée la liste des commerçants-participants (identité des vendeurs, nom commercial et l'adresse des établissements concernés), ainsi qu'un inventaire simplifié des marchandises à liquider définies, compte tenu du caractère collectif et saisonnier de l'opération, seulement par leur dénomination. Ces inventaires sont établis par établissement.

Le préfet délivre, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 modifié, un récépissé de déclaration au déclarant auquel est annexé la liste des établissements participant à la liquidation saisonnière collective et mentionnant les dates communes de début et de fin de l'opération.

Chaque établissement devra, pendant toute la durée de l'opération de liquidation, afficher sur les lieux de vente, copie du récépissé accompagnée de la liste des établissements concernés.

Les établissements qui souhaitent procéder à l'écoulement accéléré de leur stock à des dates différentes de celles prévues pour l'opération collective, devront effectuer une déclaration individuelle conformément aux dispositions prévues à l'article 4 du décret précité et de l'arrêté du 26 janvier 2005.

Au cours de la même saison, les deux dispositifs ne sont pas cumulables.

En outre, il est interdit de se réapprovisionner pendant la vente en liquidation.

Cette circulaire abroge l'instruction du 7 mars 1997 relative aux liquidations saisonnières collectives.

Vous saisirez, en tant que de besoins, mes services de toutes difficultés de mise en œuvre sous le présent timbre (Bureau B2 – 3-5, rue Barbet-de-Jouy – 75353 – Paris 07 SP).

Jean-Christophe Martin

Destinataires : Ain, Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ariège, Cantal, Doubs, Drôme, Haute-Garonne, Isère, Jura, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Savoie, Haute-Savoie, Vosges.